

L'ÉMIGRATION DES JEUNES ESPAGNOLS VERS L'EUROPE APRÈS LA CRISE ÉCONOMIQUE DE 2008 : LE DÉSENCHANTEMENT D'UNE GÉNÉRATION DÉCLASSÉE

Alberto Capote^{*}, Antía Pérez Caramés^{**},
Belén Fernández Suárez^{***}

Introduction

La crise économique de 2008 a entraîné une modification du cycle migratoire en Espagne. Alors qu'elle était le principal pays d'accueil des migrations internationales dans l'Union européenne au cours des années 2000, l'Espagne est devenue un pays d'émigration nette pendant les premières années 2010 : les flux d'entrées ont considérablement ralenti à mesure que les flux sortants augmentaient (Torres y Gadea, 2015 ; Arango *et al.*, 2014). Dans les sorties figuraient des retours d'immigrés dans leur pays d'origine, la remigration vers des pays tiers, et des migrations d'Espagnols vers d'autres pays d'Europe principalement et d'Amérique latine.

Il est évident que les racines de cette nouvelle émigration se trouvent dans les effets de la crise de 2008 sur la société espagnole : la croissance du taux de chômage, les politiques d'austérité imposées par la Troïka (Commission européenne, Banque européenne et Fonds monétaire international) et le pessimisme des jeunes quant à leur avenir et la politique menée en Espagne. La crise n'a pas affecté la population de la même manière pour des raisons différentes. La vulnérabilité de la population d'origine immigrée était plus importante et ses

* Université de Grenade, Espagne (alama@ugre.es).

** Université de La Corogne, Espagne (antia.perez@udc.es).

*** Université de La Corogne, Espagne (belen.fernandez.suarez@udc.es).

membres ont été les premiers touchés par le chômage, en particulier les hommes employés dans le secteur de la construction (Gil Alonso et Vidal Coso, 2015 ; Torres et Mahía de Arce, 2014). Dans les premières années, la destruction d'emplois a essentiellement affecté les hommes, mais l'impact de la crise s'est fait différemment sentir selon les stades du cycle de vie. Les hommes d'âge moyen ont été poussés au chômage et ont éprouvé de grandes difficultés pour réintégrer le marché du travail. Les jeunes, avec ou sans formation supérieure, ont également été fortement touchés par le chômage, les emplois précaires et le manque d'opportunités. Et, bien sûr, la crise a eu un impact très inégal selon les origines sociales des familles.

La récente émigration espagnole a été caractérisée par sa jeunesse et la présence presque aussi marquée d'hommes et de femmes (Ortega Rivera *et al.*, 2016). Bien que les jeunes diplômés de l'université se démarquent, on peut cependant parler d'une diversité de profils : des jeunes en début de vie professionnelle, pour lesquels cette migration a signifié une transition brutale vers la vie adulte (Pérez Caramés, 2017) ; des jeunes ayant déjà vécu la frustration de leurs attentes et cherchant de meilleures opportunités à l'étranger ; des jeunes saisissant l'opportunité de la mobilité pour augmenter leur capital culturel, trouver un travail ou simplement acquérir une expérience personnelle (Pumares, 2017). L'émigration des jeunes Espagnols a été beaucoup plus diversifiée socialement que l'image stéréotypée du discours médiatique et politique (Moncusí et Gómez Ferri, 2015) : celle du jeune diplômé qui émigre en recherche de nouvelles opportunités dans le contexte de la libre circulation dans l'Union européenne.

Les motivations et les attentes de ces jeunes sont similaires à celles d'autres jeunes du sud de l'Europe : Italiens, Grecs ou Portugais (Staniscchia et Benassi, 2018 ; Moldes Farelo et Gómez Sota, 2015 ; King, 2015). La littérature académique parle d'un *syndrome du retard* pour parler des jeunes du sud de l'Europe : retard dans l'accès à l'indépendance, retard dans la recherche de stabilité d'emploi, retard pour avoir un premier enfant, ..., en raison d'un marché du travail limitant fortement les attentes vitales des jeunes (Dubucs *et al.*, 2017). C'est un fait que les jeunes Espagnols se caractérisent par un retard dans leur processus d'émancipation économique et résidentielle, un retard de la mise en couple avec un partenaire stable et, par voie de conséquence, de la décision d'avoir un premier enfant, ce qui se traduit par un des taux de fécondité parmi les plus bas d'Europe (Castro-Martín *et al.*, 2018). Les jeunes Espagnols s'émancipent en moyenne à 29,5 ans, contre 26,2 ans pour la moyenne des jeunes dans l'UE-27 en 2019 ; en France, le départ du domicile familial s'effectue en moyenne 6 ans plus tôt qu'en Espagne (Eurostat, 2020). En 2018, l'âge moyen à la maternité

était en Espagne égal à 32,2 ans, contre 30,8 ans dans l'Union européenne (Eurostat, 2019). L'âge moyen des Espagnols au premier mariage était égal à 35,6 ans en 2018 (Eurostat, 2018). En 2019, le taux de chômage moyen des jeunes espagnols âgés de 15 à 29 ans s'établissait à 24,7%, contre 11,4 % en moyenne dans l'UE-28 et 14,9 % en France (Eurostat, 2020).

En fait, on parle d'une nouvelle phase de migration intra-européenne caractérisée par la mobilité des jeunes du sud de l'Europe vers des destinations comme la France, le Royaume-Uni ou l'Allemagne ; une phase qui fait suite à celle des années 2000 durant lesquelles les jeunes migrants étaient majoritairement originaires de pays de l'Est (Pologne, Bulgarie, Roumanie). Ces migrations récentes ont été contextualisées dans la dynamique des migrations intra-européennes (Castro Martín et Cortina, 2015). L'un des concepts les plus largement utilisés est celui de migrations liquides (la métaphore liquide est d'usage fréquent pour évoquer les migrations et les migrants ainsi que les solutions visant à limiter leur ampleur : infiltration, vague, submersion, filtrage, endiguement, ...) : des projets de durée variable, caractérisés par l'imprévisibilité et les changements, motivés par des raisons diverses. Migrations au sein de l'Union européenne pour lesquelles les pays membres jouent un rôle très défini de pays d'accueil (Allemagne, France, Royaume-Uni avant le Brexit) ou de pays fournisseurs, reflétant les inégalités au sein de l'Union européenne (Wihtol de Wenden, 2017).

De manière générale les nouveaux migrants européens bien formés ont été bien reçus et des politiques d'attraction ont même été mises en place (notamment en Allemagne). Il n'en va pas de même pour les personnes sans qualification, parfois perçues comme une charge sociale (Lafleur et Stanek, 2018). La littérature académique indique que l'insertion de ces jeunes sur le marché du travail des pays de destination a été segmentée : certains dans les secteurs spécialisés qui exigent un niveau de qualification (secteur de la santé par exemple) ; d'autres, avec des positions plus précaires, dans les secteurs comme la construction ou l'hôtellerie (Roca et Martín Díaz, 2017).

L'objectif de cette étude est d'analyser l'émigration espagnole vers l'Europe que celle-ci a connue après la crise économique de 2008 : analyse de l'évolution et des caractéristiques des flux vers les trois principales destinations ; analyse des motifs des jeunes espagnols pour émigrer ; évaluation que ces jeunes migrants font de leur projet migratoire. Nous partons de l'idée qu'au sein de cette récente émigration espagnole nous trouvons des profils sociodémographiques très variés : jeunes ayant déjà une expérience professionnelle ; jeunes ayant suivi des études universitaires, une formation professionnelle ou une formation de base mais n'ayant aucun vécu professionnel ; jeunes descendants de familles

immigrées en Espagne, très souvent oubliés dans les études sur la nouvelle émigration espagnole.

L'étude est structurée en deux blocs : d'une part, l'analyse des statistiques sur les migrations élaborées par l'Institut national des statistiques d'Espagne ; d'autre part, l'analyse qualitative basée sur une série d'entretiens semi-directifs réalisés auprès d'un échantillon de jeunes émigrants d'Espagne vers la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne durant la période 2008-2017. Avant de passer aux résultats, nous décrivons plus en détail la méthodologie adoptée et les sources utilisées.

I. Méthodologie, sources et lieux d'étude

La méthodologie combine l'analyse quantitative basée sur des sources statistiques de l'Institut national des statistiques d'Espagne (INE) et l'analyse qualitative fondée sur une série d'entretiens semi-directifs de personnes qui ont émigré d'Espagne vers l'Europe au cours des dix dernières années.

L'analyse sociodémographique a été réalisée à travers l'exploitation des microdonnées de la Statistique des variations résidentielles (EVR). L'EVR, élaborée par l'INE, est la source statistique principale pour l'étude des flux et des processus migratoires aussi bien internes qu'internationaux. Elle se base sur le registre local de population, le recensement municipal des habitants, ainsi que sur le registre consulaire des Espagnols à l'étranger. L'information liée aux mouvements migratoires est obtenue à partir des inscriptions et des exclusions des registres de population et consulaires. Comme indiqué dans une publication précédente (Pérez-Caramés *et al.*, 2019), l'EVR a des difficultés pour recueillir statistiquement le pays de destination des émigrés de nationalité étrangère et, en général, souffre d'un certain sous-enregistrement des sorties à l'étranger. Malgré tout, il s'agit toujours de la meilleure option pour comptabiliser les flux migratoires vers et depuis l'Espagne.

En ce qui concerne l'analyse qualitative, le travail de terrain a été effectué dans plusieurs villes du Royaume-Uni (Londres et Édimbourg), de France (Bordeaux, Nice et Paris) et d'Allemagne (Düsseldorf et Berlin). L'échantillonnage a été exploratoire mais avec le but d'atteindre un échantillon diversifié de profils : personnes ayant ou non suivi des études universitaires, des deux sexes, âgées de 20 à 26 ans (jeunes adultes) et de 27 à 33 ans (jeunes adultes plus mûrs). La sélection s'est faite par le biais des réseaux sociaux numériques (notamment *Facebook*), des plateformes et par boule de neige. Les entretiens ont été menés au printemps et à l'été 2018. Le guide d'entretien comprenait des questions sur

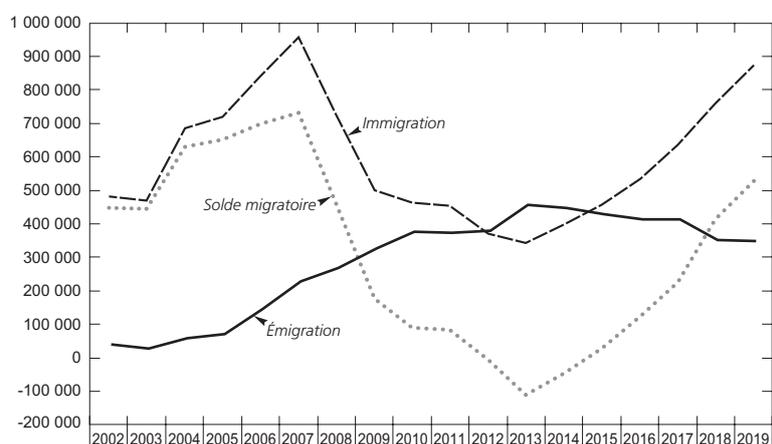
la trajectoire éducative, professionnelle et migratoire, la prise de décision, les projets migratoires avant et après l'émigration, la participation aux mouvements sociaux et l'évaluation par les enquêtés de leur trajectoire.

II. Bilan statistique : la récente émigration espagnole vers l'Europe

Cette section est axée sur l'analyse des flux migratoires entre l'Espagne et le reste du monde, l'attention étant plus particulièrement portée sur le courant récent d'émigration vers différents pays européens. Dans un premier temps, nous prenons cependant un peu de recul en examinant l'évolution des flux d'entrées et de sorties internationales et celle du solde migratoire extérieur sur la période 2002-2019.

Des données illustrées par la figure 1, il ressort que durant la période précédant la Grande Récession, c'est-à-dire avant 2008, les flux migratoires se caractérisaient en Espagne par une importante immigration, qui a atteint son pic en 2007 avec près d'un million d'entrées, et une émigration comparativement faible bien qu'en constante augmentation de seulement 36 000 départs en 2002 (première année de registre) à plus de 200 000 en 2007. Ces deux courants se traduisent par un solde migratoire très largement positif – supérieur à 700 000 personnes en 2007 – et facteur explicatif premier de la forte croissance démographique alors enregistrée en Espagne. Évoquant cette période et le boom migratoire qui l'a caractérisée, certains parlent de décennie prodigieuse (Arango, 2009).

Figure 1. Espagne, 2002-2019.
Évolution des flux d'immigration et d'émigration et du solde migratoire



Source : Institut national de statistique, statistique des variations résidentielles.

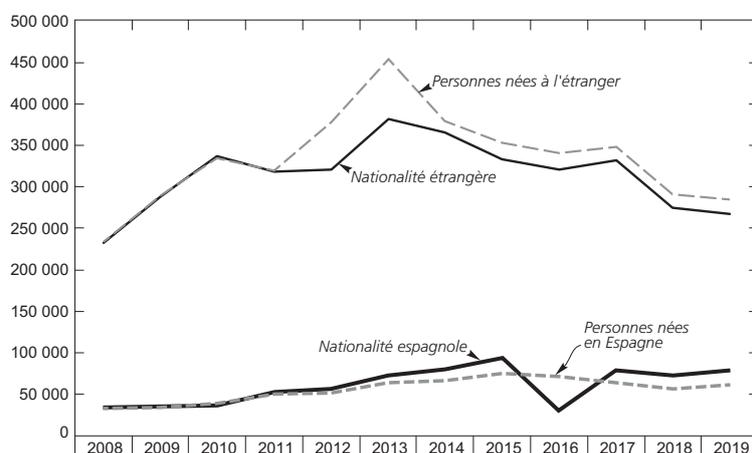
L'année 2008 marque un tournant et le début d'une nouvelle phase, qui s'étendra jusqu'en 2014, caractérisée par une chute importante de l'immigration – qui tombe au plus bas en 2013, avec un peu moins de 350 000 entrées – et une augmentation considérable des départs à l'étranger, qui atteindront également leur sommet en 2013 en passant la barre de 450 000. En conséquence, le solde migratoire s'effondre jusqu'à devenir négatif en 2013 et 2014. Cette courte période, d'un peu plus d'un lustre, est celle de la « nouvelle vague » d'émigration depuis l'Espagne.

À partir de 2014, l'immigration reprend de la vigueur et revient en 2019, dernière année de données disponibles, à son niveau de 2007, avant la crise. La diminution de l'émigration, en revanche, n'est pas aussi marquée, le flux annuel des sorties avoisinant 400 000 sorties. L'Espagne est redevenue un pays attractif mais l'émigration paraît une tendance durable. Le solde migratoire renoue avec les valeurs positives, mais à un niveau plus faible que lors de la période du grand boom migratoire.

Le cadre général de l'évolution récente de la migration internationale en Espagne étant posé, nous pouvons dès lors nous centrer sur les principales caractéristiques du courant d'émigration sur la période courant depuis la Grande Récession.

La figure 2 illustre l'évolution des flux de sorties par pays de naissance, en distinguant personnes nées en Espagne et personnes nées à l'étranger, et par nationalité, en différenciant Espagnols et étrangers.

Figure 2. Évolution de 2008 à 2019 des flux d'émigration depuis l'Espagne par pays de naissance (Espagne/étranger) et nationalité (espagnole/étrangère)



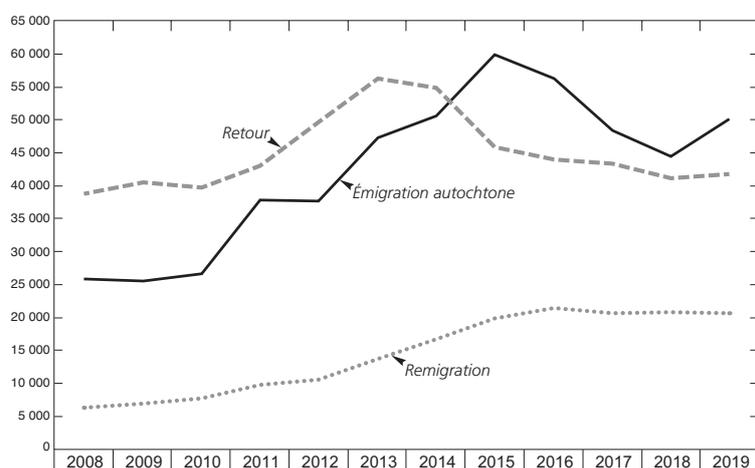
Source : Institut national de statistique, statistique des variations résidentielles.

renvoie à ceux qui ont joué un rôle premier dans cette vague d'émigration : majoritairement, des personnes nées à l'étranger, donc immigrées en Espagne, et des personnes de nationalité étrangère. Les flux d'autochtones (des personnes nées en Espagne) augmentent également de façon significative, même s'ils s'avèrent systématiquement plus faibles que les flux de départs d'étrangers.

Une deuxième observation a trait à la temporalité différente de l'émigration des immigrés et de l'émigration espagnole et autochtone. La première se concentre autour des années les plus difficiles de la crise, de 2008 à 2013 et diminue de façon significative à partir de cette date. L'émigration espagnole et autochtone affiche, quant à elle, une plus grande stabilité au fil du temps et la réduction observée dans la période post-crise est beaucoup plus faible.

Dans le flux des sortants, nous pouvons distinguer trois courants (figure 3). Le premier, important sur le plan quantitatif, est celui du retour de nombreux immigrés dans leurs pays respectifs d'origine. Contraints par les difficultés à recueillir des informations sur les pays de destination, c'est malheureusement un flux que nous ne pouvons pas évaluer de façon rigoureuse. L'émigration autochtone est en hausse continue de 2010 à 2015, année où elle s'élève à 60 000 avant de diminuer et de se stabiliser plus ou moins à 50 000 sorties. Le dernier courant est celui de la *remigration*, c'est-à-dire la sortie d'Espagne d'immigrés (personnes non natives d'Espagne) à destination d'un pays différent de leur pays de naissance. La tendance suivie par ce flux est à la hausse jusqu'en 2016, année où il représente 20 000 sorties, niveau auquel il est depuis

Figure 3. Évolution de 2008 à 2019 de l'émigration autochtone, de l'émigration de retour et de la remigration depuis l'Espagne

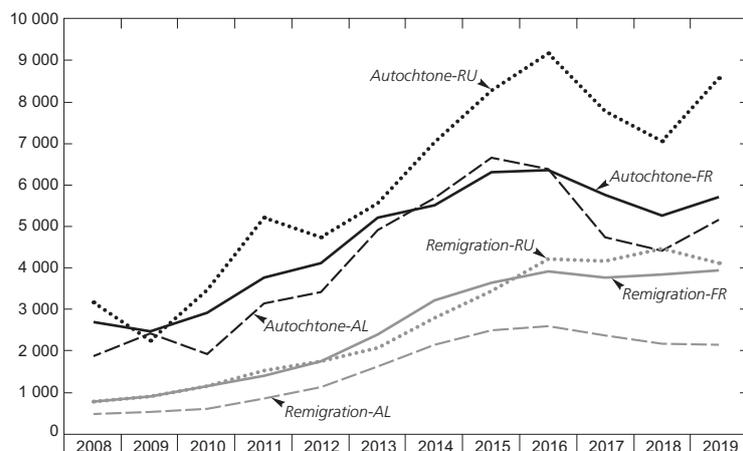


Source : Institut national de statistique, statistique des variations résidentielles.

stabilisé. Pour une large part, la hausse de ce flux de *remigration* s'explique par une modification de la procédure de naturalisation des immigrés installés en Espagne ; en particulier, des immigrés latino-américains auxquels il n'est plus exigé de démontrer dix ans de résidence légale dans le pays mais seulement deux pour accéder à la nationalité espagnole.

Abstraction faite des émigrants de retour dans leur pays d'origine, quand ceux qui décident d'abandonner l'Espagne doivent choisir, ce sont les destinations européennes qu'ils privilégient. La liberté de déplacement et d'installation dans les différents pays qui forment l'Union européenne pour les personnes de nationalité espagnole, ainsi que la proximité, les faibles coûts de déplacement et les possibilités d'emploi semblent être les raisons qui encouragent ces migrations vers des destinations européennes. Parmi celles-ci, les trois principaux pays d'établissement, aussi bien pour l'émigration autochtone que pour les personnes qui *remigrent*, sont le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France. L'évolution de 2008 à 2019 des flux d'émigration autochtone et de *remigration* vers ces trois pays suit la même tendance que celle observée précédemment pour l'émigration non liée au retour : hausse constante jusqu'en 2015 (2016, dans certain cas) et diminution au-delà.

Figure 4. Évolution de 2008 à 2019 des flux d'émigration autochtone et de *remigration* depuis l'Espagne vers le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France



Source : Institut national de statistique, statistique des variations résidentielles.

Le profil des personnes qui émigrent depuis l'Espagne vers des destinations européennes (émigrés autochtones et *remigrés*) est assez jeune. Les personnes âgées de 20 à 39 ans prédominent, les *remigrés* étant quelque peu plus âgés en moyenne, et la composition par sexe est assez équilibrée.

En résumé, nous pouvons dire que l'entrée en Espagne en récession économique a agi comme un coup de fouet sur les flux migratoires, les arrivées diminuant fortement tandis que les sorties augmentaient fortement, majoritairement sous forme de retours aux pays d'origine, mais également sous forme de départs de personnes natives et d'anciens immigrés vers des pays tiers. La période post-crise, qui commence à partir de 2014, traduit un certain changement de tendance avec une remontée significative des flux d'immigration et une diminution plus mesurée des flux d'émigration. Les destinations européennes, tout particulièrement le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, sont les destinations plébiscitées par les émigrants ne retournant pas dans leur pays d'origine, des émigrants par ailleurs majoritairement jeunes.

III. Profils et motivations de jeunes émigrants dans le contexte de la crise économique

Dans l'analyse des témoignages, nous allons nous concentrer sur les profils les plus jeunes. Il n'est pas possible d'identifier un seul profil de jeunes, mais plutôt des réponses différentes de ces jeunes selon différentes variables telles que l'âge, le capital culturel, le capital économique et le capital spatial.

Coexistent :

- des jeunes entre 23 et 30 ans ayant suivi des études universitaires. Ici, il faut distinguer les jeunes qui ont une formation universitaire pour des secteurs en forte demande de main-d'œuvre (agents de santé et ingénieurs) et ceux qui ont suivi un cursus dans des branches d'études moins demandées (sciences sociales ou humaines). Cette catégorie de jeunes a souvent déjà connu une expérience de mobilité (séjour Erasmus, séjour en binôme, autres séjours de formation). Ils sont pour la plupart célibataires.
- des jeunes de 31-39 ans, diplômés universitaires. Contrairement aux précédents, ils ont une expérience professionnelle plus solide en Espagne, voire dans d'autres pays. Certains sont mariés, mais ils ont rarement des enfants.
- des jeunes de moins de 30 ans ayant une formation professionnelle. Ils ont rarement une expérience de mobilité internationale. Pour beaucoup, la transition de la période de formation à l'âge adulte se fait avec leur expérience migratoire. Ils sont pour la plupart célibataires.

Les jeunes diplômés universitaires ont émigré après avoir terminé leurs études ou après des premières expériences professionnelles frustrantes. Ils se méfient des offres du marché du travail en Espagne et refusent de se sentir

sous-évalués dans leurs professions. Si ces raisons sont en lien direct avec la dégradation du marché du travail espagnol, il en est d'autres qui ont trait à la requalification du capital culturel : apprendre une autre langue, acquérir une expérience de travail à l'étranger, formation continue, etc.

Les projets sont très variés et présentent différents degrés de planification.

L'émigration des jeunes du secteur de la santé est l'une des plus répandues et des plus connues (infirmières, physiothérapeutes, médecins). La France et le Royaume-Uni ont été les deux principales destinations. Les politiques d'austérité qui y ont été menées pendant les années de crise économique, avec pour objectif de réduire significativement le déficit public, ont considérablement affecté le secteur de la santé (Galbany-Estragués et Sioban, 2016) à un moment où existait une forte demande de personnel.

Comme pour les autres jeunes diplômés, la motivation à partir ne repose pas tant sur la peur du chômage que sur les conditions de travail précaires : statut temporaire et bas salaires. Carmen, diplômée en physiothérapie, prend la décision d'émigrer en France après une courte expérience professionnelle en Espagne. La flexibilité de son contrat de travail ne la faisait pas se sentir en sécurité. En outre, des informations sur le besoin de kinésithérapeutes en France ont circulé parmi son cercle d'amis et d'anciens collègues de la faculté. Il existait même une page *Facebook* regroupant les kinésithérapeutes espagnols en France, avec des offres d'emploi, des informations administratives, des offres de logement, ... (*Fisiterapeutas en Francia*).

« Avant de partir, je travaillais en *freelance* dans trois endroits à la fois ; j'étais toujours en déplacement. J'étais en train de devenir folle... J'ai décidé d'aller à l'étranger, d'apprendre une autre langue,... de m'éloigner puisque je ne pouvais pas trouver un travail intéressant » (Carmen, 30 ans, Nice, France).

C'est le cas aussi, par exemple, de Julián, jeune homme diplômé en physiothérapie qui décide d'émigrer en France après avoir terminé ses études universitaires, soutenu par des collègues de l'université qui facilitent la prise de décision et aident à l'organisation.

Les migrations intra-européennes des jeunes ne se font pas toujours sans difficultés comme le montre ce témoignage :

« Tu quittes l'Espagne parce que tu as le sentiment d'être exploité ; ils font ce qu'ils veulent avec toi... Mon idée était de venir en France parce que j'avais compris qu'il y avait beaucoup de travail en kinésithérapie, une discipline couverte par la sécurité sociale. Il y a beaucoup plus de travail en France qu'en Espagne. Je suis donc allé à Toulouse pour participer à un entretien. Ils m'ont sélectionné, mais je n'avais pas fait le stage nécessaire. Mes papiers ont été rejetés une fois. J'ai rencontré une fille qui travaillait à Paris et qui m'a dit que dans son entreprise, ils fournissaient des papiers. Mon idée était d'aller en France en général, je me fichais de l'endroit » (Julian, homme, 29 ans, Paris, France).

Le malaise de cette jeunesse ne trouvait pas son origine unique dans un marché du travail n'offrant pas suffisamment d'opportunités. Il était plus profond et déclenchait des mouvements comme *Juventud sin futuro* (Jeunesse sans avenir). Ce type d'initiative s'est retrouvé dans les mouvements post-2010, tels que le Printemps arabe ou La nuit debout. Les revendications dénoncent l'impact de la mondialisation (précarité de l'emploi, insécurité, réduction des services publics, ...) et revendiquent une justice sociale au niveau local, en cherchant des formules alternatives de participation politique. Pour certains de ces jeunes, le mouvement du 15 mai 2011 signifiait un avant et un après dans leurs trajectoires. Auparavant, ils n'avaient pas manifesté un réel intérêt particulier pour les mouvements sociaux ou les préoccupations politiques et syndicales. Manuel et Daniel, ingénieurs, ont émigré en Allemagne dans les premières années de la crise. Sans avoir travaillé en Espagne, ils terminent leurs études et décident d'émigrer en 2011. Autrement dit, ils ne font même pas le premier pas pour chercher un emploi en Espagne dans leurs domaines d'ingénierie respectifs tant le marché du travail espagnol leur paraît déprimé. Leurs regards se portent vers l'Allemagne. Daniel étudie même l'allemand à l'université.

« En janvier 2011, je pense, ou en février 2011, est publié un article resté très célèbre dans lequel est annoncé que l'Allemagne a besoin de 200 000 travailleurs qualifiés espagnols ou d'Europe du Sud, quelque chose comme ça. Tous les médias ont fait écho et c'était un peu le coup de départ » (Manuel, homme, 29 ans, Duisburg, Allemagne).

« En fait, contrairement aux autres immigrants, j'aurais pris la décision de partir même sans la crise économique. J'ai eu l'idée, je ne sais pas pourquoi, qu'il était plus facile de débiter une carrière professionnelle à l'étranger plutôt qu'en Espagne ; c'était une intuition. Je pensais qu'en Espagne, on travaillait dans une catégorie inférieure, comme technicien de la formation professionnelle, alors qu'ici tu commences tout de suite comme ingénieur » (Daniel, homme, 31 ans, Düsseldorf, Allemagne).

La décision de ces jeunes coïncide avec la mise en œuvre en Espagne des premières mesures d'austérité décidées par le gouvernement, à l'origine de la grève des fonctionnaires en juin 2010 et de la grève générale en septembre 2010. Mais l'événement qui marque vraiment nos interlocuteurs a lieu un an plus tard : le mouvement citoyen des indignés. Ce mouvement est né de la manifestation du 15 mai 2011, organisée par différents groupes. Les principales revendications portaient sur une démocratie plus participative et la critique des politiques d'austérité parallèles à la crise.

« Cet été-là, il y a une importante grève des fonctionnaires, je suis parti un peu en disant "ce pays ne change pas, c'est une blague". Car, à ce moment-là, après la grève générale, on pouvait déjà anticiper la chute de Zapatero et l'absence

d'alternative. Puis la victoire écrasante de Rajoy a eu lieu. Alors, j'ai dit "Bon, je pars d'ici. C'est tout. Je cherche la vie. Cela ne peut pas changer, etc.". Après quelques mois de présence ici, 15M s'est produit avec une large diffusion à la télé ; je m'implique beaucoup, mais toujours de l'extérieur » (Manuel, homme, 29 ans, Duisburg, Allemagne).

« Le 15 Mai 2011 a été pour moi un choc, je ne sais pas comment le dire, ça m'a beaucoup changé. Je ne sais pas comment l'expliquer, étant de nature égoïste, j'ai commencé à m'inquiéter pour que mes collègues aillent bien et j'ai commencé à m'entraîner » (Daniel, homme, 31 ans, Düsseldorf, Allemagne).

Daniel et Manuel s'impliquent plus tard à Düsseldorf dans le mouvement « Marea Granate ». Le mouvement tire son nom de la couleur du passeport espagnol (Marée Grenat). C'est un mouvement né en 2013, principalement composé de jeunes Espagnols qui ont émigré dans différents pays. Selon ses membres, le mouvement a émergé avec un double objectif : établir un réseau international capable de mener des actions communes au niveau international et aider le migrant qui vient d'arriver dans les pays de destination. Le mouvement dénonce le fait que le départ des jeunes espagnols ne réside pas dans un esprit aventureux ou une initiative personnelle, mais s'explique plutôt par la politique menée en Espagne, un marché du travail précaire et un manque de perspectives d'évolution professionnelle après avoir terminé ses études. L'une de leurs devises est : « Nous ne partons pas, ils nous expulsent ».

La littérature académique a insisté sur l'augmentation de la mobilité des personnes diplômées de l'enseignement supérieur : la probabilité de migrer à l'intérieur de l'Europe augmente à mesure que le niveau d'études augmente (Van Mol, 2016). Les programmes de formation internationaux (Erasmus, Service volontaire européen, ...), l'internationalisation de l'économie ou la libre circulation sont des facteurs qui ont facilité cette mobilité. Sans aucun doute, la libre circulation a favorisé les échanges et l'expansion de l'espace de vie de nombreux jeunes européens. Ainsi, certaines études révèlent que les étudiants ayant une expérience Erasmus expriment le désir d'une nouvelle mobilité à leur retour dans leur pays d'origine, pour étudier ou pour travailler (Ballatore, 2017). Cependant, Wihtol de Wenden (2017) s'interroge sur le fait de savoir si cette mobilité a été accessible à tous les jeunes, indépendamment de leur origine sociale. La mobilité antérieure a joué un rôle clé dans la trajectoire de ces jeunes, mais dans des conditions très inégales.

À titre d'illustration, on peut s'arrêter sur les trajectoires d'Athéna et de Mateo. Athéna est une jeune femme de 25 ans qui vit avec sa mère (femme de ménage) et sa petite sœur. Elle a une formation professionnelle en comptabilité. Elle ressentait une frustration de ne pas avoir pu faire un séjour Erasmus. Elle a donc recouru à l'une des solutions alternatives les plus utilisées par

les jeunes filles : une mobilité au pair en Irlande. Bien qu'elle représente une porte d'entrée vers l'indépendance, une expérience dans un autre pays, l'apprentissage d'une langue, ..., cette mobilité est néanmoins mal perçue, les conditions dans lesquelles elle s'est réalisée étant définies comme exploitantes car ne respectant pas les accords et ressemblant davantage à une *ubérisation* du service domestique.

« C'était la première fois que je quittais ma maison comme ça, ... Nous sommes arrivés à un niveau où nous acceptons tout et nous ne devrions pas avoir à tout accepter, vous savez ? Il n'y a rien de mal à repasser les culottes. Mais il ne faut pas être exploité ... et les gens exploitent beaucoup » (Athéna, femme, 25 ans, Nice, France).

L'expérience s'avère néanmoins globalement positive en raison de l'apprentissage de la langue et des connaissances acquises. Athéna, après sa mobilité au pair en Irlande, est retournée à Barcelone avant de migrer de nouveau à Nice.

Le parcours migratoire de Mateo commence alors qu'il est étudiant. La formation universitaire commence en Espagne et se poursuit aux États-Unis (deux ans). Il avait auparavant suivi des cours d'été d'anglais en Angleterre et aux États-Unis et suivi un master en Italie avec une bourse Erasmus (1 an). L'aide financière de ses parents s'est révélée essentielle.

« Mes parents m'ont toujours dit qu'ils paieraient toutes mes études ou mon apprentissage, qu'ils le gèreraient, mais ils ne m'ont jamais aidé à conclure un accord d'études, ni à trouver un appartement ou un logement, ou quoi que ce soit. Je veux dire, j'ai tout fait, ils m'ont juste donné de l'argent ».

À la fin de ses études, Mateo retourne en Espagne. Le pays est en pleine récession économique et il est temps de chercher du travail. Mateo exclut de rechercher du travail en Espagne et il décide de le faire dans d'autres pays pour revenir plus tard, plus compétitif. Pour cela, il dispose à la fois d'un capital économique (aide des parents), d'un capital culturel (il est ingénieur et a une connaissance des langues) et d'un capital spatial acquis depuis ses études secondaires. La littérature académique qualifie ce type de parcours de « chercheurs de carrière » : la mobilité est perçue par eux comme une ressource pour avancer dans la carrière professionnelle ; par conséquent, ils se déplacent là où ils estiment pouvoir progresser et sont toujours ouverts au changement.

« C'est une accumulation de choses, c'est-à-dire que je me sentais à l'aise d'être loin, car je gagnais beaucoup plus d'argent. Et puis, l'expérience sur le CV. À 40 ans, par exemple, avec un parcours international, en sachant parler plusieurs langues, en ayant eu des postes de responsabilité, je pense qu'il sera plus facile de retourner en Espagne ».

Il existe un profil moins traité dans les études menées sur l'émigration espagnole récente : celui des jeunes issus de l'immigration. De parents d'origine étrangère, nés en Espagne, ils ont été confrontés aux mêmes problèmes que les

autres jeunes espagnols. Des travaux de recherche suggèrent que leur probabilité d'être au chômage est plus élevée (Arcarons et Muñoz Comet, 2018). Ils ont entrepris un projet migratoire comme leurs parents l'ont fait dans le passé. Pour eux, ce projet a signifié une première expérience d'indépendance vis-à-vis de la famille. C'est le cas de Zahia et Mourad, jeune couple espagnol d'origine marocaine. Ils ont émigré en Allemagne après s'être mariés en Espagne. Les deux expriment les difficultés à démarrer une vie commune en tant que jeune famille en Espagne.

« Un jeune peut travailler en Espagne, payer son café et s'amuser. Mais il en va autrement lorsqu'il doit payer un logement, veut avoir des enfants et les éduquer. Tel est le problème en Espagne et c'est la frustration de beaucoup de jeunes. Maintenant, il y a des jeunes qui ont même des problèmes pour étudier. Vous ne pouvez pas combiner études et travail » (Mourad, 29 ans, Düsseldorf, Allemagne).

« J'ai essayé de voir si je pouvais combiner l'éducation de ma fille, les études et le travail, car pour étudier, je devais payer, et pour payer je devais travailler. Tel est le cercle vicieux. Il fallait payer la crèche, payer les études, le train, les dépenses de la maison, ... Avec le travail de mon mari, vele ne suffisait pas et je ne voulais pas non plus manquer l'enfance de ma fille » (Zahia, 27 ans, Düsseldorf, Allemagne).

IV. Projets migratoires anticrise

Les projets migratoires des jeunes apparaissent très divers et plus ou moins bien définis. Le niveau d'éducation, l'âge ou les expériences migratoires antérieures influencent les perspectives migratoires. Ce sont des projets qui ont souvent beaucoup évolué entre l'idée initiale du départ et la réalisation dans le pays d'accueil. Les processus migratoires sont ici ouverts aux réadaptations et aux changements.

Dans les pays de destination, on distingue trois types de projets : ceux qui sont orientés vers la formation ou l'amélioration du capital culturel ; ceux qui visent un développement professionnel ; ceux qui privilégient l'amour transnational.

S'agissant des projets orientés vers la formation, l'objectif est clairement d'échapper à une situation socio-économique espagnole déprimante et de profiter de la mobilité pour fortifier des compétences et en acquérir de nouvelles : apprendre une langue, commencer une nouvelle formation ou simplement vivre une expérience de vie intéressante. Ce sont des projets plus ou moins bien définis et qui laissent une place à l'improvisation. Ce type de projet est assez courant parmi les jeunes qui ont émigré au Royaume-Uni ; le but étant d'améliorer ou de perfectionner leur anglais en vue d'un retour généralement prévu à moyen terme.

Rafael a émigré à Londres, encouragé par des amis rencontrés auparavant. Il a fait des études d'électricien professionnel. Dans son espace de vie, beaucoup de jeunes ont pris la décision de partir. Ses frères et ses amis étaient au chômage. Rafael exprime qu'il avait deux objectifs : apprendre l'anglais et vivre un changement. En une semaine, il obtient un emploi dans l'hôtellerie en tant que serveur. Lorsqu'il atteint un bon niveau d'anglais, son projet subit un changement : il décide de s'inscrire dans une université londonienne pour étudier le journalisme.

« J'étais électricien en Espagne, mais je n'ai jamais pensé que c'était l'œuvre de ma vie. Au début, en plus d'apprendre l'anglais, ils m'ont demandé un diplôme. J'ai donc dû étudier l'anglais et j'ai pensé « je fais les deux ». Être électricien n'est pas ma passion ... Comme j'avais déjà un bon niveau d'anglais et que j'avais la possibilité d'étudier, j'ai commencé mes études à l'université » (Rafael, homme, 27 ans, Londres, UK).

Dans les projets orientés vers un développement professionnel, l'objectif est de trouver un emploi en adéquation avec la formation reçue, d'améliorer les conditions de travail, de se sentir reconnu et valorisé dans le travail, de pouvoir bénéficier d'une mobilité sociale ascendante. Les jeunes qui ont ce type de projet ont suivi des études et sont ingénieurs, architectes, infirmiers, physiothérapeutes, chercheurs, ... Pour eux, le retour et la *remigration* vers un pays tiers figurent parmi les options futures, pour autant que cela implique une progression professionnelle. C'est le cas des jeunes espagnols hautement qualifiés du secteur sanitaire en France et au Royaume-Uni, des ingénieurs basés en Allemagne, mais aussi de ceux qui ont une véritable formation professionnelle.

Beaucoup de ces jeunes commencent à développer leurs projets migratoires avant de terminer leurs études. David a terminé ses études d'ingénieur industriel en 2011, en pleine crise économique. Mais il a pris la décision d'émigrer en Allemagne pendant ses études en Espagne. Comme beaucoup d'ingénieurs espagnols, il a estimé qu'il était difficile de briguer dans son pays un emploi en adéquation avec sa formation, et que rester signifiait travailler à une échelle inférieure. Alors qu'il étudiait à l'université, David collecta des informations concernant l'Allemagne auprès des étudiants Erasmus, en particulier sur les entreprises. Ses attentes et illusions étaient élevées. Malgré un départ difficile, il a atteint ses objectifs, sans perdre son point de vue critique.

« Quand je suis arrivé, j'ai commencé comme chercheur et à la vérité j'étais assez déçu, le niveau était plutôt mauvais. Et puis j'ai trouvé cette entreprise, une petite entreprise très innovante. Et disons que maintenant, tout va bien, l'entreprise figure parmi les meilleures du secteur » (David, homme, 31 ans, Düsseldorf, Allemagne).

Pour ce qui concerne enfin les projets orientés vers la consolidation de l'amour transnational, les liens avec la crise économique espagnole ne sont pas pour autant

absents. La plus grande mobilité des jeunes espagnols lorsqu'ils étudient et/ou effectuent des stages en entreprise en tant que premiers placements à l'étranger conduit souvent à des situations de couples transnationaux. Les termes du contrat amoureux favorisent l'installation dans l'un des pays d'origine des membres du couple, et c'est en toute bonne logique celui qui a le moins à perdre qui finit par se lancer dans une migration résidentielle. Ce sont le plus souvent les femmes qui migrent; elles sont les plus « émues par l'amour », mais leur situation est également plus précaire et instable sur le marché du travail d'origine.

Claudia est architecte. Ses débuts en Allemagne ont également été difficiles, mais elle a l'impression d'avoir progressé petit à petit. La crise du secteur de la construction n'offrait pas le meilleur scénario pour une jeune architecte en Espagne. La stratégie de Claudia pour entreprendre son projet de migration est partagé par bien d'autres jeunes filles européennes : partir comme fille au pair, en l'occurrence dans une famille allemande, avec pour objectif premier d'apprendre la langue. Après avoir passé dix mois comme fille au pair, elle a commencé à chercher un emploi en tant qu'architecte. Son premier emploi d'architecte en Allemagne s'est déroulé sans contrat. Mais elle a continué à chercher jusqu'à ce que sa situation s'améliore. Par la suite, sa situation professionnelle s'est stabilisée et elle a rencontré quelqu'un. Le projet d'avenir de Claudia continue d'être influencé par son avenir professionnel, mais maintenant aussi par sa vie de couple. Elle envisage de se présenter à un examen pour un emploi de fonctionnaire.

« Je pense que, tant que j'ai mon petit ami ici, mon travail n'a pas d'importance. Je reste là parce que nous sommes très bien, nous sommes très heureux et nous avons des projets d'avenir ensemble. Je suis heureuse avec lui et je suis contente de ma vie ici. Je suis heureuse quand je vais en Espagne et que je vois ma famille. Si je réussis l'examen, ce sera formidable car je n'aurai plus à me soucier de mon avenir. Je dois, d'une manière ou d'une autre, profiter des fruits de tous les efforts que j'ai déployés durant ces dernières années » (Claudia, femme, 33 ans, Düsseldorf, Allemagne).

Conclusion : les non conformistes errants

En Espagne, la jeunesse est la fraction de la population qui a été la plus affectée par la crise économique et le lent processus de reprise. Le taux de chômage des jeunes est parmi les plus élevés de l'Union européenne. La crise économique de 2008 a fait basculer l'Espagne du statut de pays européen à jeunesse fortement enracinée et qui percevait l'émigration comme un échec social, au statut de pays à jeunesse concevant l'émigration comme un moyen d'échapper à la situation sociale, économique et politique du pays. Cette

nouvelle vague d'émigration espagnole reprend en partie les vieux chemins tracés par les émigrés des années 1960. L'Europe apparaît comme la destination privilégiée et les principaux pays d'établissement sont les mêmes que dans les années 1960 : le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France. Ce qui change néanmoins, c'est le profil des migrants.

Par delà des profils divers et des âges différents, les émigrants ont en commun d'avoir souffert de la précarité du marché du travail en Espagne. La libre circulation dans l'Union européenne a fourni un cadre permettant à ces jeunes de rechercher des solutions alternatives : pour poursuivre une formation, pour acquérir une expérience personnelle et professionnelle ou pour satisfaire un projet migratoire à caractère indéfini. Pour les jeunes employés dans les secteurs de la santé, de l'ingénierie et d'autres à forte demande sur le marché du travail international, la migration intra-européenne a constitué un véritable refuge. Pour d'autres, la migration a signifié le début de leur activité professionnelle après la fin de leurs études. En ce sens, l'émigration espagnole récente reproduit certaines caractéristiques des migrations intra-européennes actuelles : la mobilité de jeunes majoritairement formés, avec des projets flexibles, pouvant traverser plusieurs pays.

Une partie de cette jeunesse a critiqué ces processus migratoires : en raison, parfois, de l'accueil reçu dans les pays de destination et, surtout, des facteurs qui expliquent leur départ d'Espagne. C'est une migration à la fois volontaire et forcée : c'est une décision individuelle et libre de ces jeunes qui font usage du cadre de la liberté de mouvement en vigueur en Europe, mais en même temps, ils prennent la décision en raison du manque d'opportunités d'emploi en Espagne, plus particulièrement pendant la récession économique mais également après. L'Union européenne apparaît comme un cadre favorisant cette libre mobilité, mais en même temps comme le reflet des inégalités en son sein. Les motivations et les projets de ces jeunes espagnols sont similaires à ceux d'autres jeunes du sud de l'Europe et, dans une certaine mesure, des jeunes d'Europe de l'Est qui ont émigré en Europe centrale depuis les années 2000.

La crise économique, politique et sociale a mis en lumière les attentes sociales profondes de la jeunesse espagnole et le fait qu'elle vivait des conditions de travail et économiques pires que celles de la génération précédente. Leur mobilité intra-européenne est celle d'anticonformistes qui, pour une raison ou pour une autre, ne se résignent pas à un avenir qu'ils ne méritent pas, empreint de précarité et d'inégalité sociale croissante. Leur mobilité a un coût : l'éloignement de leur famille et de leurs pairs. La plupart d'entre eux retourneront en Espagne, mais leur départ a instauré un champ migratoire transnational susceptible, à son tour, d'ouvrir les portes de l'Europe à de nouvelles générations de non conformistes.

Bibliographie

- Arango J.**, 2009, “Después del gran *boom*. La inmigración en la bisagra del cambio”, *Anuario CIDOB de la Inmigración*, 2009, pp. 52-73.
- Arango J., Moya D., Oliver J.**, 2014, “2013, un año de transición?” in : *Anuario de la inmigración en España 2013. Inmigración y emigración: mitos y realidades*, Barcelona, CIDOB, 2014, pp. 12-24.
- Arcarons A., Muñoz-Comet J.**, 2018, “La generación 1.5 de inmigrantes en España. La crisis de empleo les ha afectado igual que a la primera generación?”, *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, 164, pp. 21-40.
- Ballatore M.**, 2017, « La mobilité étudiante en Europe. Une lente institutionnalisation sans réelle démocratisation », *Hommes et Migrations*, 1317-1318, pp. 89-86.
- Castro Martín T., Martín García T., Cordero J., Seiz M.**, 2018, “El desafío de la baja fecundidad en España”, in : *Informe España 2018*. Madrid, Universidad Pontificia de Comillas, pp. 164-228.
- Castro-Martín T., Cortina C.**, 2015, “Demographic Issues of Intra-European Migration: Destinations, Family and Settlement”, *European Journal of Population*, 31, pp. 109–125.
- Dubucs H., Pfirsch T., Recchi E., Schmoll C.**, 2017, « Les migrations italiennes dans la France contemporaine », *Hommes et Migrations*, 1317-1318, pp. 59-67.
- Galbany-Estragués P., Nelson D.**, 2016, “Migration of Spanish nurses 2009–2014. Underemployment and surplus production of Spanish nurses and mobility among Spanish registered nurses: A case study”, *International Journal of Nursing Studies*, 63, pp. 112–123.
- Gil Alonso F., Vidal Coso E.**, 2015, “Inmigrantes extranjeros en el mercado de trabajo español, más resilientes o vulnerables al impacto de la crisis?”, *Migraciones*, 37, pp. 97-123.
- King R.**, 2015, “Migration and Southern Europe. A center–periphery dynamic?”, in : M. Baumeister et R. Sala (Eds.), *Southern Europe? Italy, Spain, Portugal and Greece from the 1950s to the present day*, Frankfurt/ New York, Campus, pp.139-169.
- Lafleur J-M., Stanek M.**, 2018, « Migration sud-européenne vers l’Europe du Nord », in : *Annuaire IEMed de la Méditerranée 2018*, Barcelone, IEMed, pp. 352-355.

- Mahía R., De Arce R.**, 2014, Pobreza de la población extranjera en España, in : J. Arango, D. Moya Malapeira et J. Oliver Alonso (Dirs.), *Inmigración y emigración: mitos y realidades*, Barcelone, Bellaterra, pp. 154-162.
- Moldes Farelo R., Gómez Sota F.**, 2015, *Por qué te vas? Jóvenes españoles en Alemania*, Madrid, Los Libros de la Catarata.
- Moncusí-Ferré A., Gómez-Ferri J.**, 2015, “Representaciones de la emigración calificada de españoles en ‘El Mundo’ y ‘El País’ durante la reciente crisis económica”, VIII Congreso sobre Migraciones Internacionales, Grenade, 16-18 septembre 2015.
- Ortega-Rivera E., Domingo A., Sabater A.**, 2016, “La emigración española en tiempos de crisis y austeridad”, *Scripta Nova. Revista electrónica de Geografía y Ciencias Sociales*, XX, 549 (5), pp. 1-29.
- Pérez-Caramés A.**, 2017, “Una nueva generación española en Alemania. Análisis de las motivaciones para la emigración bajo el manto de la crisis”, *Migraciones*, 43, pp. 91-116.
- Pérez-Caramés A., Ortega-Rivera E., López de Lera D., Domínguez-Mujica J.**, 2019, “La emigración española en tiempos de crisis (2008-2017): análisis comparado de los flujos a América Latina y Europa”, *Notas de Población*, 45(107), pp. 11-40.
- Pumares P.**, 2017, “The changing migration projects of Spaniards in the UK. The case of Brighton”, in : B. Glorius et J. Domínguez-Mujica (ed.), *European Mobility in Times of Crisis: The New Context of European South Migration*, Bielefeld, Transcript Veriag, pp. 131-160.
- Roca B., Martín-Díaz E.**, 2017, “Solidarity Networks of Spanish Migrants in the UK and Germany: The Emergence of Interstitial Trade Unionism”, *Critical Sociology*, 43(7-8), pp. 1197-1212.
- Sataniscia B., Benassi F.**, 2018, “Does regional development explain international youth mobility?”, *Belgeo*, 3, pp. 1-24.
- Torres F., Gadea M.E.**, 2015, “Un proceso de inserción desestabilizado por la crisis. El nuevo ciclo migratorio y las estrategias de los inmigrantes”, in Torres F. et Gadea M.E. (coord.), *Crisis, inmigración y sociedad*, Madrid, Talasa Ediciones, pp. 9-35.
- Van Mol C.**, 2016, “Migration aspirations of European youth in times of crisis”, *Journal of Youth Studies*, 1-18. DOI: 10.1080/13676261.2016.1166192.
- Wihtol de Wenden C.**, 2017, « Les européens dans les politiques européennes d’aujourd’hui », *Hommes et Migrations*, 1317-1318, pp. 45-51.

